



## Déclaration préalable au CTSD du 8 novembre 2016

Madame l'Inspecteur d'Académie,

L'année scolaire vient de commencer et, comme tous les ans, l'Éducation Nationale a pu compter lors de la rentrée et pourra compter tout au long de l'année sur le dévouement sans faille des personnels qui s'engagent au quotidien pour la réussite de tous les élèves. L'engagement des enseignants, des EVS, des AVS, des AESH, des assistants d'éducation, des ATSEM, des agents d'entretien et de service, des agents administratifs des établissements ou de la DSDEN, des IEN, des personnels de direction... permet encore de répondre, a minima aux besoins des usagers... mais pour combien de temps ?

Combien de temps encore devront-ils subir des réformes imposées sans concertation, mises en œuvre dans l'urgence (mettant en pièce au dernier moment tout le travail fait sur les plans de formation) et sans que de réels bilans soient faits sur les précédentes ; pour la FSU, ces réformes accumulées et non préparées conduisent année après année à la déconstruction du Service Public d'Éducation Nationale :

- une réforme des rythmes scolaires inadaptée, qui a été unanimement rejetée et qui dégrade considérablement les conditions de vie et d'apprentissage des élèves en Creuse et les conditions de travail des enseignants
- une réforme du collège et du DNB pour faire des économies, en diminuant le nombre d'heures disciplinaires et dont la mise en place hâtive se révèle très complexe, marquée par une gestion technocratique lourde à assurer par les personnels
- une réforme territoriale pour dépasser le cadre démocratique...

Combien de temps encore, les personnels pourront-ils faire face seuls, au non-remplacement de collègues absents ?

Tous les jours, ce sont des classes du 1<sup>er</sup> degré qui sont désorganisées par la présence d'élèves des autres classes dont l'enseignant n'est pas remplacé ; ce sont des études qui sont surchargées ou inexistantes dans le 2<sup>nd</sup> degré ; ce sont des élèves subissant un Service Public minimum, sans continuité par manque de moyens et d'organisation... Dans le premier degré la situation est au plus mal : 308 demi-journées d'absences non-remplacées signalées par les collègues à ce jour et une administration qui a refusé sans justification les propositions de la FSU d'intégrer dans notre département des personnels ou de faire appel à la liste complémentaire.

Combien de temps encore devront-ils supporter le discours à double entrée de l'Inspecteur d'Académie ? Un Inspecteur d'Académie qui, dans un souci de communication, fait croire

qu'il apportera des renforts à des écoles, qui l'inscrit dans l'arrêté de carte scolaire de rentrée et qui, dans la réalité, déshabille ces écoles dès le début de l'année...

Combien de temps encore pourront-ils faire face, seuls au démantèlement progressif mais certain des RASED ? Combien de temps devront-ils faire face seuls à la difficulté, qu'elle soit scolaire, médicale ou sociale, à l'inclusion d'élèves à besoins éducatifs particuliers ? Combien de temps continuerons-nous à empiler différents dossiers (PAP, PPS, PPRE..) pour le suivi des élèves sans aucun temps de concertation et aucun effet réel, faute de réponses adaptées aux besoins mis en évidence ?

Combien de temps encore les personnels pourront-ils supporter des cartes scolaires injustes reposant sur des analyses plus politiciennes qu'objectives ? Pour inscrire le département dans le « protocole carte scolaire », combien de renoncements à l'équité ces mêmes collègues devront-ils subir ? La réalité, c'est qu'aujourd'hui, en Creuse, on peut travailler dans une école élémentaire ayant des cours à un seul niveau avec moins de 17 élèves par classe alors que dans le même temps d'autres collègues peuvent travailler dans une école primaire avec des classes à cours multiples ayant 24 élèves par classe, selon les chiffres issus des documents de travail. La réalité, hors « moyennes et chiffres pondérés », ce sont des RPI qui refusent des inscriptions en TPS pour que les classes ne soient pas surchargées, des classes maternelles multiniveaux qui accueillent 28 élèves et vont en accueillir 32 en janvier, des injustices au niveau du département qui se creusent de plus en plus à chaque carte scolaire.

La FSU23 espère que le CTSD de ce jour ne sera pas un nouvel exercice de communication dont le principal objectif serait de constater une baisse de la démographie scolaire mais bien pour dresser un bilan des besoins des écoles creusoises.

Si nous sommes là aujourd'hui, c'est bien pour commencer à préparer la prochaine carte scolaire. La FSU23 a toujours revendiqué la transparence et l'objectivité pour les personnels. La FSU23 a toujours été force de proposition et n'a jamais échappé à ses responsabilités à l'égard des personnels.

C'est pourquoi nous vous demandons solennellement, Madame l'Inspecteur d'Académie, de vous appuyer sur l'expertise des représentants des personnels pour définir ensemble les critères objectifs destinés à préparer la prochaine carte scolaire.